

M. Léotard veut « réconcilier » les victimes et leurs bourreaux

Michel Muller

L'Humanité, 26 juillet 1994, page 2

Alors que la plus grande catastrophe humanitaire est en cours dans la région des Grands Lacs, alors que l'heure devrait être à la mobilisation de tous, sans arrière-pensées, pour sauver des vies humaines, M. Léotard, ministre de la Défense, continue à prodiguer des « conseils » au gouvernement rwandais.

Intervenant sur les ondes de RTL hier matin, François Léotard a menacé le Rwanda d'une « nouvelle épreuve militaire » si le nouveau gouvernement rwandais ne montrait pas son « impartialité » et la « volonté de résoudre par la concorde civile » les questions du pays.

Reprenant à son compte le raisonnement raciste qui a présidé au génocide rwandais, le ministre a réclamé « une réconciliation nationale à Kigali avec une présence hutue importante au sein du gouvernement et

dans les institutions rwandaises ». Autrement dit, alors que les autorités rwandaises ont décidé de supprimer la mention de l'appartenance communautaire des citoyens rwandais et d'établir la règle démocratique selon laquelle chaque Rwandais compte pour une personne à part entière, M. Léotard reprend la même équation fautive et détestable, selon laquelle les autorités rwandaises actuelles n'ont pour vocation que de représenter la seule « minorité tutsie ». Partant de là, on voit une fois de plus poindre l'intention souvent affichée à Paris prétendant que la réconciliation nationale au Rwanda ne pourrait être réelle que lorsque les victimes se seront accordées avec les bourreaux, en ramenant au pouvoir les responsables et les organisateurs du génocide !

M. M.